



Iran : les exécutions capitales s'intensifient

Les nouvelles qui nous parviennent d'Iran sont très inquiétantes. Face à la montée de la colère sociale et populaire liée à la crise économique, le régime dictatorial accentue la répression en profitant du détournement de l'opinion publique mondiale vers de l'actuelle guerre à Gaza.

On note une nette augmentation du nombre d'arrestations d'activistes ouvrier.e.s sous des prétextes fallacieux : les autorités iraniennes ciblent de plus en plus des travailleur/euse.s et retraité.e.s accusé.es d'avoir organisé des manifestations pacifiques contre la cherté de la vie et les arriérés de salaires.

La liste des arrestations et emprisonnements ne cesse de s'allonger. Parmi les plus récentes on peut mentionner : Reyhaneh ANSARINEZHAD (une militante ouvrière) ; Osman ESMALI, Esmail GUERAMI et Kamran SAKHTEMANGAR (des ouvriers retraités et anciens détenus) ; Reza Aghdasi AGHDASI (travailleur licencié, invalide malade et sourd).

La répression frappe également nombre de personnes soutenant les salariés, exprimant des opinions ou convictions opposées à celles du régime, des avocat.es, des défenseurs/euses des droits des femmes et des droits humains, etc.

Les femmes sont les premières victimes de ce régime autoritaire et patriarcal où le contrôle de leurs corps constitue l'un des piliers de ce régime. Après 28 jours de coma, l'étudiante Armita GAVARAND s'est éteinte samedi 28 octobre. Agée de 16 ans et originaire d'une région kurde, l'adolescente avait subi une violente altercation avec la police des mœurs du métro de Téhéran parce qu'elle ne portait pas de foulard.

Le pouvoir multiplie les exécutions, notamment publiques, pour tenter de terroriser la population : depuis le 7 octobre, le régime a exécuté plus de 120 personnes dont des dizaines d'opposant-es politiques et de militant.es des mouvements sociaux.

Parmi ces victimes figure le prisonnier politique kurde Qassem ABASTEH, exécuté après 14 ans d'emprisonnement. Il avait été arrêté en 2008 pour « propagande contre le régime ». Citons également Milade ZOHRE-VAND un jeune ayant participé à des manifestations dans le cadre du mouvement « Femme, Vie, Liberté ».

La solidarité internationale est essentielle. Nous appelons toutes les organisations et personnes défendant les droits humains et ceux des travailleurs/euses à protester auprès des autorités iraniennes.

Les organisations syndicales françaises réaffirment leur solidarité avec les victimes de la répression. Elles condamnent avec force cette politique insupportable. Elles demandent :

- L'abolition de la peine de mort,
- L'annulation de toutes les condamnations injustes et contraires aux libertés et droits fondamentaux ;
- La libération immédiate et sans condition de l'ensemble des militant·e·s emprisonné·e·s en raison de leurs opinions ou de leurs activités syndicales et associatives, ainsi que des citoyenn·e·s étranger·e·s dont Cécile KOHLER et Jacques PARIS ; nous demandons également l'arrêt des poursuites dont ils/elles font l'objet ;
- Le respect par le régime iranien des Conventions internationales et notamment celles de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont celles concernant la liberté d'association, de manifestation, de grève et de négociation collective.

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

Confédération générale du travail (CGT)

Fédération syndicale unitaire (FSU)

Union syndicale Solidaires

Union nationale des syndicats autonomes (UNSA)